

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

T5, Sud III, métro, Verre et acier... Quels chantiers à Rouen en 2025 ?

Les travaux à Rouen ce n'est pas ce qui manque ! Certains, emblématiques, vont s'achever en 2025. D'autres vont débuter. On fait le point.



Les travaux de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert vont en partie être finis en 2025 - Photo Paris Normandie

Les travaux vont une nouvelle fois rythmer l'année 2025 à Rouen. Lesquels arrivent à leur terme, lesquels vont démarrer ? Tour d'horizon des principaux chantiers.

Les travaux vont une nouvelle fois rythmer l'année 2025 à Rouen. Lesquels arrivent à leur terme, lesquels vont démarrer ? Tour d'horizon des principaux chantiers.

Les chantiers qui s'achèvent



Les travaux de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert vont en partie être finis en 2025 - ARCHIVES STEPHANIE PERON

Rive gauche, les riverains des avenues des Canadiens et Martyrs-de-la-Résistance vont pouvoir respirer. Et les automobilistes obligés de suivre les déviations aussi ! [Le colossal chantier](#) lancé en septembre 2023 sera terminé à l'été 2025, nous communique la Métropole Rouen Normandie. Les travaux comprenaient la réfection des réseaux, la reprise des trottoirs, et la création d'une piste cyclable bidirectionnelle.

Autre chantier au long cours qui s'achève, celui de la nouvelle ligne de transport en commun T5, qui doit à terme relier la nouvelle gare Saint-Sever au Mont-aux-Malades à Mont-Saint-Aignan. La mise en service est prévue pour décembre 2025.

Les quelque 70 000 automobilistes qui circulent sur la Sud III trépignent d'impatience de pouvoir filer directement sur le pont Flaubert. Grâce aux travaux de raccordement enclenchés en septembre 2023, ce sera chose faite dès le printemps 2025 pour le sens nord-sud. Mais il faudra attendre la fin de l'année, voire l'année prochaine, pour le sens inverse.

Ce chantier-là ne crée pas de bouchons mais il devrait permettre au quartier Flaubert de prendre forme. Le parc-canal Camille-Claudel doit ouvrir au premier trimestre de l'année 2025. Un week-end inaugural est en préparation pour le mois d'avril. En plus du plan d'eau qui a vu le jour en 2024, des espaces de détente avec hamac et jeux sont envisagés.

Les chantiers qui commencent



Les immeubles Verre et acier restants du lot Pépinières vont-ils être démolis en 2025 ? -
STEPHANIE PERON

L'année 2025 devrait voir le lancement du [chantier de rénovation du conservatoire](#) à rayonnement régional de Rouen. Il s'agit de travaux énergétiques et de réaménagement, pour gagner de l'espace pour les 1300 élèves qui le fréquentent. Ventilation, chauffage, éclairage, étanchéité des toitures, acoustique : les chantiers sont multiples et devraient rendre inutilisables une grosse partie du bâtiment entre 2025 et 2026.

Sur les Hauts de Rouen, c'est la construction du [nouveau groupe scolaire](#) qui doit débiter à la toute fin de l'année 2025. D'un coût de 13,75 millions d'euros, il sera constitué d'une maternelle pouvant accueillir 136 élèves dans 7 classes, d'une élémentaire pouvant accueillir 216 élèves dans 13 classes, de deux restaurants scolaires, de salles mutualisées et de locaux dédiés au périscolaire pour 75 enfants.

Des travaux sont également à prévoir sur le métro à partir de 2025, et pour une durée de cinq ans. Il s'agit d'une grosse campagne de renouvellement des rails usés. L'étalement vise à réduire la gêne pour les usagers, mais des perturbations seront quand même à prévoir. Les travaux seront réalisés de préférence de nuit.

Enfin, même si le calendrier n'est pas encore connu, la Ville de Rouen espère que la démolition des cinq immeubles Verre et acier restants de l'îlot Pépinières, propriété de Rouen Habitat, interviendra « *d'un seul bloc* » en 2025. Un ensemble immobilier de 550 logements doit y être construit à la place d'ici 2029, mais l'incendie qui a ravagé un immeuble Verre et acier du quartier le 30 septembre 2023 rend la phase de démolition urgente.

Paris-Normandie

Horaires, déviations, levée du pont Flaubert à Rouen : tout savoir sur l'arrivée du voilier Le Français

Dimanche 5 janvier, le pont Flaubert va lever ses deux tabliers pour accueillir sur les quais de Rouen le voilier Le Français.

Afin de permettre l'escale à [Rouen](#) du voilier Le Français, la Dirno (Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest) fermera à la circulation le pont Flaubert, dans les deux sens, dimanche 5 janvier 2025 entre 4 h 30 et 8 h.

Arrimage quai Jean-Ango

La levée des deux tabliers du pont Flaubert reste toujours un spectacle en soi qui devrait réunir les amateurs les plus matinaux. Après avoir passé le pont Flaubert, le voilier doté de 21 voiles, long de 47 mètres, viendra s'arrimer au quai d'honneur Jean-Ango rive droite.



Le pont Flaubert se lèvera dimanche 5 janvier pour laisser passer le voilier Le Français - Photo archives Paris Normandie

Des déviations mises en place

Des déviations seront mises en place. Les poids lourds seront déviés vers la N28 et le boulevard industriel, tandis que les véhicules légers devront emprunter le pont Guillaume-le-Conquérant puis l'avenue du Mont-Riboudet pour poursuivre en direction de Barentin.

Visitez le voilier

Le bateau Le Français restera jusqu'au 24 janvier à quai. Les bénévoles de l'Armada feront visiter le trois-mâts barque les week-ends des 11 et 12 janvier et des 18 et 19 janvier. Ce bateau construit en 1948 au Danemark, et qui naviguait au pôle, est passé sous pavillon français en 2018. Il accueille désormais les scolaires pour les sensibiliser aux enjeux climatiques.

C'est la quatrième année consécutive que cet habitué de l'Armada revient [accoster en plein hiver](#) sur les quais de Rouen.

Le Monde

L'année 2025 sera décisive pour le climat dans un monde « plus que jamais incertain et turbulent »

L'année 2024 est en passe d'être déclarée la plus chaude jamais enregistrée, les catastrophes météorologiques se multiplient. Le contexte géopolitique est, lui, plus que jamais tendu, reléguant le climat au second plan, entre les guerres, l'austérité, les conflits commerciaux, les instabilités politiques.



Dans la commune de Catarroja (Espagne), près de Valence, touchée par de violentes inondations le 31 octobre 2024. LOYOLA PEREZ DE VILLEGAS MUÑIZ POUR « LE MONDE »

Cela s'apparente toujours plus à une quadrature du cercle. L'urgence climatique ne cesse de s'aggraver, alors que se multiplient les catastrophes, du cyclone Chido, qui a dévasté Mayotte, aux inondations à Valence (Espagne). L'année 2024, [en passe d'être déclarée la plus chaude jamais enregistrée](#), dépassera pour la première fois le seuil de 1,5 °C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle, l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris sur le climat.

Dans le même temps, le contexte géopolitique est plus que jamais tendu, reléguant le climat au second plan, entre les guerres à Gaza et en Ukraine, l'austérité budgétaire, les conflits commerciaux, les instabilités politiques en France, en Allemagne, au Canada ou en Australie, la montée des populismes et du climatoscepticisme. Surtout, l'élection de Donald Trump à la tête des Etats-Unis a suscité une onde de choc pour la diplomatie climatique. Le républicain a promis de retirer son pays de l'accord de Paris dès le premier jour de son mandat, le 20 janvier, une sortie qui prendra effet un an plus tard.

« Cette année s'annonce comme la plus complexe depuis l'accord de Paris. Alors que l'on est dans un monde plus que jamais incertain et turbulent, on risque d'accélérer une spirale infernale pour l'ambition climatique », prévient Li Shuo, directeur pour la politique climatique chinoise à l'Asia Society Policy Institute.

L'urgence est au contraire d'augmenter les efforts, lors d'une année 2025 cruciale pour le climat. Les pays doivent accroître leurs engagements climatiques cette année, comme le prévoit l'accord de Paris tous les cinq ans. Leurs nouveaux objectifs sont attendus d'ici à février, soit neuf mois avant la 30^e conférence des Nations unies sur le climat, qui se tiendra à Belem (Brésil) en novembre. Cette COP30, qui marquera les 10 ans de l'accord de Paris, constituera ainsi un test de crédibilité du traité international mais aussi plus largement de la diplomatie climatique.

Horizon 2035

Les nouveaux plans climat, qui portent à l'horizon 2035, sont censés être bien plus ambitieux, alors que les politiques actuelles mènent la planète à [un réchauffement de 3,1 °C à la fin du siècle](#). « *Ce sera le moment de vérifier s'ils intègrent bien les acquis de la COP28 de Dubaï, en 2023, en particulier la transition hors des énergies fossiles* », rappelle Lola Vallejo, directrice de la diplomatie climat à la Fondation européenne pour le climat. A la COP29 de Bakou, en novembre 2024, les pays ont échoué à réitérer cet engagement crucial pour tourner la page du charbon, du pétrole et du gaz, en raison du blocage de pays pétroliers.

A ce stade, au-delà d'annonces du Royaume-Uni, seuls les Emirats arabes unis, le Brésil et les Etats-Unis – dans les derniers jours de la présidence de Joe Biden – ont déposé leurs nouveaux engagements auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU). Tous trois ont été jugés insuffisants par les experts du climat. « *Même si l'administration Trump ne se sentira pas redevable, c'est bien que les Etats fédérés ou les villes américaines aient un nouvel objectif à atteindre* », estime Alden Meyer, expert au cercle de réflexion E3G.

Le reste des principaux pollueurs, notamment la Chine, risque d'opter pour l'attentisme, au moins pendant la première partie de l'année 2024. « *Ils vont prendre le temps de mesurer l'évolution du paysage économique mondial et les impacts de l'arrivée de Donald Trump sur la diplomatie climatique* », estime M. Li. Les experts ne craignent pas de phénomène de contagion avec d'autres sorties de l'accord de Paris. Mais l'arrivée au pouvoir du magnat de l'immobilier, qui a promis de déréguler les réglementations environnementales américaines et de cesser les financements internationaux pour le climat, « *pourrait encourager d'autres pays à retarder ou à réduire leurs engagements* », souligne Harjeet Singh, militant au sein de [l'Initiative pour un traité de non-prolifération des énergies fossiles](#).

« Pas sur la bonne trajectoire »

Sans attendre la COP30, « *on sait déjà que les nouveaux plans climat ne nous mettront pas sur la bonne trajectoire* », avance Romain Weikmans, professeur de relations internationales à l'Université libre de Bruxelles. Il rappelle les « *deux écarts que l'on ne parvient pas à combler* » : non seulement les promesses sont insuffisantes pour respecter l'accord de Paris, mais en outre elles ne sont pas entièrement mises en œuvre.

Le renforcement des efforts pourrait se voir entravé par le manque de financements pour le climat. L'accord de la COP29 prévoit que les pays développés versent annuellement 300 milliards de dollars (290 milliards d'euros) d'aides financières aux pays en développement pour financer leur transition climatique à l'horizon 2035, [une somme bien en deçà des besoins, qui avait suscité la colère de pays du Sud](#). C'est pourquoi les Etats sont « *appelés* » à adopter une enveloppe plus large de 1 300 milliards de dollars par an, d'ici à 2035, grâce à une feuille de route dite « de Bakou à Belem ».

« *Cette feuille de route a repoussé le problème, mais l'objectif n'est pas plus atteignable à Belem qu'il ne l'était à Bakou* », prévient M. Weikmans. De quoi éroder encore la confiance entre pays du Nord et du Sud, base de la coopération internationale en matière de climat. « *On aurait besoin d'une victoire symbolique, comme une taxation sur les ultrariches* », avance Sébastien Treyer, le directeur général de l'Institut du développement durable et des

relations internationales. Cette mesure, portée par le Brésil de Lula, fait partie des sources de financement innovantes qui pourraient voir le jour à la COP30. Mais leur concrétisation est rendue malaisée par les plans de rigueur budgétaire ainsi que par le désengagement des Etats-Unis.

Le Brésil est l'un des pays à pouvoir relever le défi. Berceau des conventions des Nations unies sur l'environnement, il est réputé pour son expérience en matière de négociations climatiques et son large réseau diplomatique. *« Il est l'un des rares à pouvoir parler à tous les côtés, qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine, des grands émergents ou de l'administration Trump »*, explique Li Shuo. Il reste que la responsabilité de l'ambition ne repose pas seulement sur la présidence des conférences climat mais aussi sur l'ensemble des Etats. *« Les COP ne sont qu'un miroir de l'action nationale. Cela n'a aucun sens de blâmer le miroir »*, rappelle M. Meyer.

Relancer le multilatéralisme

Quel leadership la Chine et l'Union européenne (UE) voudront-elles endosser après la défection américaine ? La Chine, le premier émetteur mondial, *« hésite beaucoup à jouer un rôle international, du moins du point de vue rhétorique, car dans l'économie réelle elle est déjà leader »*, estime M. Li. Pékin [construit presque les deux tiers des projets solaires et éoliens de la planète](#), qui commencent à remplacer l'utilisation domestique de charbon, et sa production de véhicules électriques connaît une croissance exponentielle. Mais ses nouveaux objectifs climatiques pour 2035 risquent d'être *« très modestes »*, anticipe l'expert, car le pays préfère annoncer une cible qu'il est en mesure de dépasser.

Quant aux Vingt-Sept, malgré une tentation de détricoter certains acquis du Green Deal, *« ils ont intérêt à rester dans la course de la transition écologique »*, rappelle M^{me} Vallejo. *Il y va de la compétitivité de l'Europe*. La relation que la Chine et l'UE parviendront à nouer, en dépit d'une compétition croissante sur les énergies propres, constituera un moteur de la diplomatie climatique. *« Dans cette course à l'industrialisation verte, il est important que ces deux puissances envisagent des accords trilatéraux pour embarquer les pays du Sud »*, avance M. Treyer.

Pour relancer le multilatéralisme, l'UE doit compléter sa taxe carbone aux frontières par *« des transferts de technologies et des financements climat accrus envers les pays en développement »*, abonde M. Singh. Les nations du Sud s'inquiètent de ce mécanisme *« qui risque de leur faire porter injustement le fardeau de la décarbonation »*, explique-t-il.

Dans les pays développés également, la justice climatique reste cruciale pour entraîner les opinions publiques. *« Faire avancer la transition implique de concevoir et de présenter les politiques climatiques de manière différente »*, signale Romain Weikmans, à l'image des Etats-Unis avec l'*Inflation Reduction Act* ou du Royaume-Uni avec son objectif de réseau électrique neutre en carbone en 2030. *« La rhétorique est toujours la même : mettre en avant les bénéfices nationaux, comme l'énergie bon marché et l'indépendance énergétique, afin de parler aux classes populaires et de ne laisser personne sur le bord de la route. »*